

# Représentations collectives et construction identitaire au chili

par *Manuela Gumucio*

## - I - Données de base et hypothèses

### 1 - Le problème

Le cas chilien est un de ceux que les intellectuels ont le plus fréquemment abordé dans leur attaque contre les idéologies, dont ils ont sans cesse, dès les années 1960, annoncé la disparition.

Avec le gouvernement militaire débuta au Chili une longue période d'interdiction des idéologies, reposant sur la présupposition — bien connue des régimes autoritaires — qui veut que l'ensemble cohérent d'idées légitimant et orientant leur propre action n'est pas lui-même une idéologie. Cette vague anti-idéologies atteignit même les intellectuels de gauche, quoique par des chemins bien différents de ceux qu'a pris la dictature. En effet, on ramène continuellement l'étude de l'expérience socialiste à « l'excès d'idéologisme » qu'auraient imposé les courants marxistes présents dans le gouvernement de l'époque. Ainsi, il s'est produit dans la société chilienne une sorte de dépossession de sens collectivement partagés et, partant, tout un processus de transformation de l'imaginaire collectif.

Le présent article tente d'amorcer quelques réflexions concernant ces modifications, ainsi que leurs effets sur la vie quotidienne des Chiliens. Il reflète le fruit d'un travail de recherche sur l'identité chilienne, mené pendant les deux années qui ont précédé le plébiscite.

Par « identité », concept polysémique, nous avons entendu l'ensemble des discours que tiennent, sur la nation, certains groupes chiliens. En d'autres termes, nous avons conçu l'identité comme le processus permanent de différenciation et d'identification qu'élaborent les groupes et la société, dans le but de maîtriser la réalité et de fixer le sens des pratiques individuelles et collectives.

Envisagée de la sorte, elle cesse d'être une série de « traits culturels » propres à la nation, mais constitue plutôt l'ensemble de ses représentations collectives. En même temps, en prêtant un sens aux stratégies collectives, la notion d'identité rejoint le thème de l'idéologie et du mythe tel que le conçoit Lévi-Strauss (1). Ainsi, notre travail a constamment tenté d'articuler ces trois dimensions : représentation, idéologie et identité. Dans le cas chilien, les liens dynamiques qui s'établissent entre elles sont particulièrement remarquables. En effet, la société chilienne vécut trois expériences de changements profonds : la « Révolution en liberté » du démocrate-chrétien Eduardo Frei [1964], la révolution socialiste de Salvador Allende [1970], et la révolution militaire de Pinochet et des Forces Armées [1973].

Après vingt ans de tentatives politiques contradictoires, construites sur le principe d'une négation du passé immédiat, la production symbolique a subi des mutations importantes. La nécessité d'une vie en commun, au-delà des fissures profondes qui séparent les groupes, a eu comme conséquence un amalgame d'expériences limitées de ces situations, où les plus grands espoirs côtoient la peur, où se fondent des mémoires et des projets qui s'excluent mutuellement et se proclament irréconciliables. A jouer dans une scène pareille, la conscience collective subit les effets des contradictions entre les frustrations, les désirs inassouvis, les étouffements que provoque la répression exercée sur les corps et sur la vie sociale.

Dès le lendemain du coup d'état militaire, les discours collectifs ont tourné autour du thème de l'identité. « L'être chilien » est devenu l'axe de toutes les analyses, puisque l'inédit de la situation menait naturellement à une mise en cause de l'essence même du social, à un questionnement des présupposés consensuels auxquels la société s'était jusque là tranquillement abandonnée. Aujourd'hui encore, après le triomphe du « NON » au plébiscite, l'identité chilienne se situe au cœur des discours collectifs sur le devenir commun. Et de nouveau un paradoxe étrange exige de la société que s'élabore un discours capable

---

(1) Claude Lévi-Strauss, dans son séminaire sur l'identité (1975), fait remarquer qu'à propos du mythe, il a écrit presque la même chose que Michel Serres. Ce dernier, dans son intervention, dit que « la culture a pour tâche de déconnecter des espaces et les reconnecter ». Claude Lévi-Strauss de son côté a conclu que « tout mythe consiste à débrancher des relais ».

d'agencer l'insolite : l'opposition a gagné le plébiscite et la dictature continue à exercer sa domination, sans modification notable.

Il est légitime de se demander alors ce qui rendit possible une aussi longue période d'oppression pour une majorité de Chiliens, et qui rend encore aujourd'hui si marécageux le terrain où se débat l'opposition, après sa victoire d'octobre 1988.

## 2 - L'âme nationale et le socialisme.

D'une manière relevant presque de l'obsession, aussi bien les discours cristallisés que ceux du sens commun tournent autour du thème de l'Union Populaire ( désormais en abrégé : U.P.), tant dans leurs dimensions temporelles que psychologiques. Ainsi, par exemple, lorsque Pinochet évoque le manque de produits de consommation de base qui se produit pendant l'U.P., on l'accuse de faire une campagne de terreur et même les membres de l'opposition parlent « d'expérience traumatisante » pour faire allusion à cette période.

L'expérience du Gouvernement de l'Unité Populaire introduisit dans la société chilienne non pas un simple changement de classe politique, ni non plus la seule transformation de son modèle de développement et des bases de pouvoir qui l'appuient : il mit en question les fondements d'un certain ordre hégémonique, modifiant ainsi de manière violente la perception du possible. Tout d'un coup, comme nous le disions, « tout était possible » : que les masses prennent les rues comme un espace propre ; que les vieilles formes de politesse et de respect s'écroulent ; que les grands Messieurs de la société soient l'objet d'insolences ; que la notion de propriété soit désacralisée ; que les jeunes les plus pauvres imaginent un avenir radicalement différent ; que l'éducation serve à créer un « homme nouveau » ; et ainsi de suite, sans frein ni mesure.

La fin tragique de cette expérience est-elle le résultat des excès du Gouvernement et de l'ingérence démesurée des partis de gauche, du radicalisme idéologique, de la démagogie, de la foire à promesses, de la perte subite du principe de réalité ? Ou bien, au contraire, est-elle la conséquence des peurs créées par la propagande réactionnaire, ou une exagération tactique des intéressés, ou bien encore, de la manipulation de la terreur ?

Il est certain que ces éléments ont contribué à dynamiser la

situation, mais en même temps ils signifièrent quelque chose de plus important et de décisif pour la société : l'introduction dans l'imaginaire de possibilités qui, se détachant des pratiques, des conventions et des rites de la vie quotidienne, déchaînent d'un coup des désirs longuement réprimés, des peurs cachées, des rancunes et une agressivité sociale jusqu'alors à l'état latent.

La dictature militaire n'a pas cessé durant les quinze ans de sa domination de trouver dans l'expérience de l'U.P. la clé de sa légitimité. Pour ne donner qu'un exemple, citons les paroles de l'Amiral Merino, le jour de la proclamation de la candidature de Pinochet, le 31 Août 1988 :

« Nous avons recueilli les expériences du passé pour nous défendre de l'action marxiste ou castriste. A la différence de la Constitution de 1925, l'actuelle Constitution est un instrument approprié aux différentes expériences que nous avons vécues par le passé. La Constitution de 1980 recueille ces expériences et les résout sans que personne doive venir nous donner des leçons de démocratie. Je refuse donc, et j'y invite l'ensemble du pays, toute intervention étrangère. Personne ne pourra nous donner des leçons de civisme, puisque ce que nous avons vécu nous autorise suffisamment à nous considérer les champions du combat contre l'ennemi diabolique du monde actuel qui ne prétend, à travers sa méconnaissance de l'être transcendant, qu'à nous transformer en robots de gouvernements assassins et sans pitié. Les êtres sans âme ne sont pas humains. »

L'U.P. fut un processus de réformes considéré par certains analystes comme limité, et par d'autres comme une véritable révolution. Laquelle de ces deux visions est adoptée par les gens ? Quels sont les faits sélectionnés pour recomposer la réalité ? A travers quels processus une réalité comme celle de l'U.P. se transforme-t-elle en une représentation collectivement partagée ? Comment se fait-il que des gens qui ont eu, de l'U.P., un vécu diamétralement opposé en arrivent aujourd'hui à véhiculer une même représentation ?

Les forces politiques qui s'opposent aujourd'hui ont, bien entendu, leur propre interprétation idéologique de cette période, et du coup d'Etat qui a mis fin à l'expérience socialiste. D'une façon un peu schématique, disons que les partisans de l'U.P. considèrent que le coup d'Etat a été la réaction de l'oligarchie chilienne, appuyée par l'impérialisme qui voyait sa domination en péril, alors que les ennemis de l'U.P. voient dans la lutte des classes prônée par les socialistes la cause de la destruction du système démo-

cratique. Ces deux visions ne sont que la partie visible de toute une chaîne de raisonnements globalisants, où l'on peut lire les hiérarchies des notions de classes, d'ordre, de détention légitime du pouvoir...

Mais ces explications idéologiques de l'histoire ne sont, selon nos observations, ni reproduites ni, pensons-nous, intériorisées par la population : l'expérience historique est recrée de façon originale dans le sens commun. Comment ces représentations collectives opèrent-elles, par rapport aux idéologies ? Peut-on parler d'une fin des idéologies, d'une régulation sociale qui serait régie par les seuls besoins pragmatiques ?

## - II - Cadre théorique et hypothèses

En ce qui concerne la notion d'identité, nous constatons une difficulté à trouver des perspectives théoriques capables de rendre compte du rapport entre la construction imaginaire et les conflits sociaux. Néanmoins, dans le séminaire que dirige Lévi-Strauss, Michel Serres a présenté une approche qui nous semble juste :

« Ce qui différencie les cultures, c'est la forme de l'ensemble des raccordements, son allure, sa place et, aussi bien, ses changements d'états, ses fluctuations. Mais ce qu'elles ont en commun et qui les institue comme telles, c'est l'opération même de raccorder, de connecter. Voici que se lève l'image du tisserand. De lier, de nouer, de pratiquer des ponts, des chemins, des puits ou des relais, parmi des espaces radicalement différents. De dire ce qui se passe entre eux. D'inter-dire. La catégorie *entre*, fondamentale en topologie et ici. D'interdire dans les ruptures et lézardes entre les variétés toutes closes sur soi. » (// C. Lévi-Strauss, 1987 : 31)

Il faut donc parler de ces opérations difficiles. L'identité d'une culture est à lire sur une carte, sa carte d'identité.

Dans ce but, il nous est apparu que les représentations, en tant que pensée collective, sont toujours liées à un processus de construction identitaire. C'est à travers le langage que les groupes établissent, dans un processus dynamique incessant, qui appartient au groupe et qui en est exclu.

M. Godelier (1984), P. Bourdieu (1980) et un groupe de recherche dirigé par S. Moscovici (1986), sont arrivés à dégager

quelques définitions que nous énonçons de manière synthétique dans la mesure où nous avons développé ces notions dans un autre texte (M. Gumucio, 1988).

- Les représentations collectives constituent le savoir de sens commun, qui est un mode de connaissance pratique de la réalité.

- Les représentations deviennent collectives quand elles sont acceptées par un groupe, ou par une large partie de la société, comme une interprétation vraisemblable du réel.

- Les représentations, en tant que réalité constituée et constituante, orientent l'action des groupes qui les produisent.

- Les représentations collectives sont produites à travers le langage et notamment dans la conversation : le savoir de sens commun cherche, par le biais des images et des analogies, à établir les consensus sans lesquels la communication ne peut avancer.

- Ainsi, les perceptions individuelles de la réalité sont-elles reconstruites dans la conversation, et une nouvelle « vérité » est-elle en quelque sorte acceptée par tous ceux qui participent à la communication, même si l'inférence produite ne correspond pas exactement aux perceptions individuelles de la réalité.

- A la différence du savoir scientifique, le savoir de sens commun suit un raisonnement qui va des conclusions aux hypothèses : le sujet tente de prouver une intuition et un jugement premier.

- Deux autres opérations constituent le mode de production des représentations collectives : l'objectivation et l'ancrage ; l'objectivation est l'opération qui redouble l'idée au moyen d'une image, qui rend concrète une abstraction ; l'ancrage est l'opération qui sert à transformer l'inconnu en « déjà connu », à travers l'utilisation de l'analogie et de la généralisation.

Nous en arrivons ainsi à formuler deux hypothèses de travail :

1. Les représentations collectives concernant la période de l'U.P. constituent un véritable écran qui empêche la formulation d'une pensée capable de résoudre la crise d'identité nationale.

2. L'autoritarisme rend les idéologies inopérantes dans leur fonction de régulation de la vie sociale et politique. La production de sens est livrée à tous et à chacun, empêchant la population de donner un sens collectif à l'action.

### - III - Analyse des entretiens <sup>(1)</sup>

#### Précisions de méthode

Le corpus de notre recherche est constitué principalement d'entretiens non directifs

Au début de notre travail, nous avons dû faire le choix d'un thème pour ouvrir les entretiens ; il s'agissait de trouver la meilleure façon d'inciter les interviewés à développer le discours qui était le leur dans un contexte habituel. Nous aurions pu choisir le thème de la période qui suivit immédiatement le coup d'Etat ; nous avons préféré celui du souvenir de l'U.P. : s'il nous menait, lui aussi, presque nécessairement au thème du coup d'Etat, il pouvait, en partant de l'origine de la crise identitaire, provoquer un parcours interprétatif de la réalité.

#### 1 - Statut de l'énonciation

L'énonciation est toujours présente à l'intérieur de l'énoncé. Elle s'y manifeste par un jeu de formes particulières dont la fonction est de mettre le locuteur en relation constante et nécessaire avec son énonciation. Se pencher sur l'énonciation, c'est donc se proposer d'étudier la position du locuteur face à son discours (à travers les indices spécifiques qui la rendent présente dans l'énoncé), le degré d'adhésion qu'il affiche à l'égard des représentations et de l'horizon idéologique dans lequel elles s'inscrivent, la tension qu'il établit avec son interlocuteur, réel ou fictif.

L'étude de l'énonciation débouche sur une typologie des discours, selon que les marques de l'énonciation sont riches ou pauvres, selon l'intensité de la présence du locuteur et de l'allocutaire dans l'énoncé, selon la référence plus ou moins marquée à la situation qui les unit l'un à l'autre.

Les discours que nous avons analysés présentent, quant à l'énonciation, des caractéristiques communes qui permettent de les ranger dans une même catégorie :

- D'abord la distance du locuteur à son énoncé est presque toujours très grande ; le sujet du discours est comme absent, ce qui se marque notamment par le recours peu fréquent au pronom personnel « je ».

---

(1) Premières analyses de 45 entretiens non directifs réalisés entre septembre 1986 et mai 1987. Esquisse d'une conclusion.

- A côté de la distance du locuteur, un autre aspect de l'énonciation est celui relatif à la « modélisation », c'est-à-dire au degré d'adhésion du locuteur à son discours. Les discours analysés ici ont un caractère fortement assertif.

## 2 - Processus de production des représentations de l'U.P.

### a) *L'objectivation dans les représentations de l'U.P.*

L'évocation de la période de l'U.P. prend la forme d'une photographie. Les images parlent de queues devant les magasins, de poulets, de lessive, d'huile etc. Ces éléments sont associés à la notion d'*accaparement* pour ceux qui votèrent en faveur de Salvador Allende, et à celle de *pénurie* pour ceux qui furent contre lui ; néanmoins, les deux groupes se servent du même registre pour investir l'idée de l'U.P.. Tout se passe comme si les gens se voyaient alors comme des personnes dont la préoccupation essentielle était la nourriture ; aucune référence n'est faite à ces autres dimensions que seraient le besoin de loisir, d'éducation, de logement, de dignité dans le travail, etc.

Le processus d'objectivation se poursuit avec d'autres ensembles d'images : les rues apparaissent chez tous les interviewés comme des foules s'affrontant ; les uniques espaces clos dont on fasse mention sont les garde-manger, vides ou pleins ! Les relations avec les autres sont toujours évoquées comme des moments de communication orale intense, et l'U.P. apparaît comme une période au cours de laquelle les gens se sont dit beaucoup de choses, en même temps qu'une période où les gens ont agi : les travailleurs sur leurs lieux de travail, constamment mobilisés, reviennent sans cesse dans le discours.

Ceci contraste avec les images du présent, où il est toujours question d'intérieurs : bureaux, maisons, jardins...

### b) *L'ancrage de la représentation de l'U.P.*

La nécessité de donner à ces images et à ces interprétations de la réalité la force d'une vérité indiscutable amène les interviewés à effectuer une série de généralisations et d'analogies. La comparaison entre le passé et aujourd'hui y est constamment à l'œuvre, alimentant un raisonnement par récurrence. Par exemple, les gens à faibles revenus diront : « avant, il y avait des queues ; maintenant, on trouve de tout, mais il n'y a plus d'argent ! ». Chez les gens plus riches, ce sera : « avant, c'était le

désordre, maintenant, bien sûr, on a la dictature ». Et dans les deux cas, les sujets en déduisent que « tous les gouvernements se valent... ».

Les queues et les désordres liés à l'U.P. sont placés de façon symétrique par rapport aux violations des droits de l'homme. Cette impression de balance établit une mesure commune qui cèle la radicale dissymétrie, sur le plan moral, des situations comparées. Dans le même temps, cette opération banalise les faits nouveaux que sont la répression et les persécutions, ainsi rangées dans des catégories connues : l'étrange devient familier, et la réalité est maîtrisée sur le plan imaginaire.

Par ailleurs, si des points de vue critiques sont exprimés, il n'y a pas de principe explicatif qui permettrait de comprendre la réalité de la situation. La formule « tous les gouvernements se valent » sert d'écran à toute réflexion sur les propositions qui ouvriraient la porte à une conclusion raisonnée. Il paraît superflu de se demander pourquoi les choses arrivent, quels sont les intérêts en jeu, comment s'évaluent les rapports de forces, etc. C'est ainsi que l'on doit souligner l'auto-censure des Chiliens qui s'interdisent de penser les causes du conflit. Le mode de raisonnement est circulaire : l'U.P. est une expérience mauvaise parce qu'elle a échoué, et elle a échoué parce que c'était une expérience mauvaise. Ainsi le conflit relève-t-il du domaine de la nature des choses : si l'ordre règne à Santiago, cet ordre est *donné* et non pas *produit*.

Le fait que la voie des questionnements, qui rendraient compréhensible la situation, soit ainsi escamotée leur permet de placer le sujet sur un plan où tous peuvent être d'accord : une fois établi le consensus sur l'appréciation négative des gouvernements en général, la conversation pourra continuer. Même en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, la cohésion du groupe est privilégiée, comme dans les autres représentations : des réflexions du genre « qui ne fait rien ne craint rien », « je suis tranquille parce que je ne me mêle de rien »... reviennent le plus souvent. En éludant les responsabilités et en attribuant les causes de la persécution aux persécutés, le discours de sens commun donne réponse à tout.

### 3 - Les représentations partagées.

Il serait trop long d'exposer comment nous avons fait émerger les systèmes représentatifs. Nous nous bornerons à signaler

les représentations les plus persistantes et surtout celles qui apparaissent comme des représentations communes aux partisans et aux adversaires de l'U.P.

*a) Représentation de l'ordre.*

Le mot « chaos » — que Pinochet veut associer à l'U.P. — ne fut jamais mentionné au cours des entretiens. Cependant, les images d'inconfort, de désordre et, surtout, de perturbation de la vie quotidienne sont apparues de manière persistante. La connotation catastrophiste qui est celle du discours de Pinochet n'est reprise que par les hommes d'affaires. Le ton utilisé par les personnes appartenant à d'autres milieux sociaux (paysans, avocats, femmes au foyer...) est plutôt monotone, sans étonnement.

Le désordre existant au temps de l'U.P., apparaît comme lié à la transgression des hiérarchies sociales à laquelle le gouvernement socialiste se serait prêté. Par exemple, quand on parle des JAP (centres de distribution des produits), plus grave que le manque de produits est le fait que des personnes de tout niveau social détenaient du pouvoir : « celui qui assurait la distribution n'avait reçu aucune éducation et se permettait de me donner des ordres ! » (1). On notera également les jugements sévères portés sur les exclusions des personnes professionnellement qualifiées, et sur les responsabilités laissées, par contre, entre des mains incompétentes. Les ennemis de l'U.P. parlent d'ingénieurs sans poste adéquat, condamnés à quitter le pays, et ses partisans, de la nécessité de reconnaître que l'échec de l'U.P. est dû au manque de préparation de ceux qui gouvernent. La référence obligée qui se crée est celle de « l'homme préparé », entité mythique, hors de l'espace et du temps concrets : la représentation raccourcit la distance entre l'objet représenté (ce qui s'est passé dans l'U.P.) et le paradigme.

En résumé, l'ordre est associé aux représentations de la distribution des classes sociales et de leur hiérarchie, mais non pas, comme le voudrait l'idéologie du régime, à celle de la mise au pas d'une société ingouvernable dans toutes ses dimensions. D'autre part, et contrairement à ce que l'on a communément cru, le changement violent, en politique ou en matière économique, semble

---

(1) Les relations sociales horizontales sont également parfois évoquées : à propos de la répression, par exemple, l'on dira « on ne peut se reposer sur personne, ceux qui nous parlent de changer les choses ne peuvent plus rien pour vous quand vous perdez votre emploi ou que vous êtes arrêté ».

accepté comme normal, selon du moins ce qui se dégage des représentations que nous avons analysées jusqu'ici. De la même façon que la nationalisation des industries, du temps de l'U.P., ne semble scandaliser que quelques uns des interviewés, la privatisation par le gouvernement actuel n'est pas condamnée par un plus grand nombre d'entre eux.

#### *b) Représentation du conflit.*

L'U.P. est toujours liée au thème de « la politique qui divise les familles ». Mais, là encore, la proposition idéologique du régime, qui peint le Chili comme un pays en guerre civile, où la population est divisée en vainqueurs et vaincus, ne se trouve pas reproduite dans la pensée collective : cette fois, le paradigme sous-jacent est celui d'une société sans conflit, l'image d'un monde où il n'existerait pas de lutte d'intérêts ; et on laisse entendre qu'ailleurs, dans les sociétés développées, le conflit est une chose effectivement inconnue.

A ce sujet, il est important de comprendre comment l'identité se construit autour de la représentation du conflit. Les entretiens font apparaître que l'identification est associée à un « nous » — les Chiliens qui subissons tranquillement la réalité —, opposé aux « autres » — les politiciens et les militaires qui se disputent. Le conflit est représenté comme une mésentente si négative que ceux qui le provoquent appartiennent à un autre univers : « ils sont tous également méprisables ».

Ainsi, le discours commun établit une *dissociation* entre un *ordre collectif* et un *ordre conflictuel* de la société.

#### **4 - Les modèles représentatifs.**

L'analyse des entretiens montre bien que les interviewés se servent — indépendamment de leurs positions politiques — d'un registre similaire. Cependant, l'analyse des discours pris dans leur ensemble nous a permis de distinguer quelques constellations persistantes, qui entrent dans des jeux de combinaison et d'opposition. Nous avons alors tenté d'établir deux grands modèles :

##### *a) Un modèle charismatique*

Les représentations de la réalité actuelle et de l'U.P., pour un grand nombre d'interviewés, montrent une vision transcendante de la pratique sociale et économique. Les images signifiant

le désir de concorde nationale (« nous sommes tous frères ») s'accompagne d'une image idyllique de l'ordre social, sans conflit, voire sans divergence de vues sur cet ordre avenant. Implicitement, dans le même temps, on va jusqu'à accepter l'idée que, comme il n'y a pas d'homme à la fois honnête et capable, la société est vouée, étant donné ses limites morales, à maintenir pendant encore longtemps la dictature.

L'image que les interviewés se donnent d'eux-mêmes, en tant que membres de cette société, est celle d'observateurs « transparents », sans pouvoir d'intervention : les événements arrivent aux autres ou, quand c'est eux-mêmes qu'ils concernent, ne sont pas dignes d'être mentionnés. On perçoit ici une attente confuse, celle de « quelqu'un » qui viendra changer — en bien ou en mal — cette situation vis-à-vis de laquelle « on ne peut rien faire » ; et ceci aussi bien parmi les ennemis de l'actuel régime que parmi ses partisans. Ces derniers parlent souvent de ces « foules qui viendront un jour dans les beaux quartiers » et qui s'empareront d'eux. De même, quelques hommes d'affaires interviewés évoquent l'idée du caractère éphémère de la prospérité actuelle, « période merveilleuse mais qui ne peut vraisemblablement pas durer ».

La nécessité d'un leader charismatique en qui déposer sa confiance — l'accueil fait à la venue du pape en témoigne également — traverse bien tous ces raisonnements.

#### *b) Un modèle technocratique.*

Le modèle technocratique se caractérise par une sorte de complaisance dans la dévalorisation personnelle, liée à un cynisme affiché. Les représentations qui lui sont liées construisent l'image d'une froide lucidité portée sur la réalité actuelle, qu'elles justifient par la *tabula rasa* qu'aurait signifié le coup d'Etat.

La *lutte pour la vie* est la valeur clé de ce modèle, là encore partagée par ceux qui votèrent pour Allende comme par ceux qui votèrent contre. La modernité y est vue comme une force implacable, qui impose un pragmatisme dans lequel les idéaux du passé n'ont plus de place. L'impossibilité où l'on se trouve d'ailleurs d'orienter ses pratiques en fonction de critères humanitaires (solidarité, capacité d'écoute...) est associée à l'impératif de payer le prix des erreurs commises. La notion de « coût social », chère aux néo-libéraux, sert à déculpabiliser, face aux inégalités extrêmes

constatées, les partisans du régime. Et pour ses opposants, une même fonction déculpabilisatrice est jouée par l'idée de la précarité des positions conquises par ses adversaire. A tous, « la modernité » apparaît comme un *deus ex machina*, et les rapports dés-humanisés qui ont cours aujourd'hui ne sont pas reliés à la dictature, qui n'en est pas tenue pour responsable : c'est le « progrès » qui les impose.

On voit comment les ensembles de représentations qui se cristallisent dans ce modèle tendent à légitimer l'inertie et le refus de l'engagement politique.

### Conclusions provisoires

1°) Pour chaque formation historique se constitue un ensemble de positions idéologiques rivales, formant un champ organisé. Les idéologies particulières qui composent ce champ ne cessent de s'opposer, mais elles doivent néanmoins se situer réciproquement, se définir contre les positions rivales. Or, depuis le coup d'Etat, Pinochet exerce sur les appareils de diffusion et sur les partis un contrôle tel qu'il a détruit le système, et que l'idéologie du régime est restée la seule à avoir le droit d'émettre. Mais du même coup, comme le montre l'analyse des entretiens, cette idéologie officielle, du fait de l'inexistence d'une confrontation avec les autres idéologies, est devenue pure rhétorique et, partant, inefficace.

2°) Même chez les partisans du régime, les contenus manifestes de cette idéologie ne sont pas reproduits. Cependant, certaines représentations sont largement partagées et véhiculées par la population, comme c'est le cas des images de l'U.P.

3°) Ces représentations communes de l'U.P. se caractérisent par des contenus descriptifs plutôt pauvres, et par l'évacuation du thème, dont l'image est brossée en trois coups de pinceau, afin de ramener rapidement la discussion sur d'autres sujets: la période de l'U.P. est perçue comme quelque chose qui ne doit pas être nommée. La transgression de cet interdit, comme dans les tabous primitifs, pourrait déchaîner l'action de forces incontrôlables.

L'occultation du sujet, délibérée ou inconsciente, et le refus d'en parler de façon plus explicite n'empêche pas que celui-ci se

retrouve invariablement dans le discours par lequel les gens explicitent leur pratique présente et leur stratégie pour l'avenir.

4\*) Les idéologies rivales n'arrivent pas à se formuler, mais elles subsistent dans la mémoire collective, et suscitent des adhésions. Cependant, l'impossibilité d'en actualiser le discours au quotidien laisse leurs adhérents sans orientation.

C'est dans ce vide que la population produit ses propres interprétations de la réalité.

5\*) Ces interprétations s'ordonnent schématiquement selon deux modèles qui, l'un et l'autre, nous confortent dans notre hypothèse : si l'idéologie du régime est sans doute inopérante, la population n'en tend pas moins à orienter ses conduites en fonction de représentations qui ont favorisé longtemps l'inertie sociale et politique.

6\*) A ceux qui ont cru pouvoir expliquer les crises sociales par l'existence d'un excès d'idéologies le phénomène de destruction du champ idéologique peut paraître comme un progrès. Pour notre part, les représentations collectives que nous avons analysées nous invitent plutôt à penser, au contraire, que c'est l'absence d'un champ idéologique qui est non seulement utopique mais, surtout, indésirable. Le cas chilien nous montre comment, faute d'une expression plurielle des visions totalisantes, l'action collective a dû attendre quinze années pour trouver la force nécessaire à légitimer le changement de l'ordre imposé.

*Santiago, décembre 1988*

## Références bibliographiques

- ARENDT H. (1972). — *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, Politique.
- BOURDIEU P. (1982). — *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.
- FINKIELKRAUT A. (1987). — *La défaite de la pensée*, Paris, Gallimard.
- GODELIER M. (1984). — *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 350 p.
- GUMUCIO M. (1986). — « Les représentations et l'identité collective au Chili après le coup d'Etat », in *Bulletin du Département H : Histoire, histoires... Premiers jalons*. Paris, ORSTOM, 1982, N° 3, pp. 105-111.
- GUMUCIO M. (1987). — « Représentations et identité chez les exilés chiliens à Paris », in *Actes du Colloque : Vers des Sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France*. Paris, coll. Colloques et Séminaires, ORSTOM, pp. 127-132.
- GUMUCIO (M.), 1988, « Representar y actuar colectivamente : el caso de las representaciones sobre el periodo de la Unidad Popular », *Opciones, revista del Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea*, Santiago, Academia de Humanismo Cristiano, n° 13, Avril, pp. 149-162.
- GUMUCIO M. (1988). — « Identité, représentations et domination au Chili », *Cahiers de Sciences Humaines*, vol. 24 n° 2, Paris, ORSTOM, pp. 271-282.
- LIPIANSKY E.M. (1979). — *L'âme française ou le National-Libéralisme*, Paris, Anthropos.
- MOSCOVOCI S. (1986). — *Manuel de psychologie sociale*, Paris, PUF.
- SERRES M. (1987). — « Discours et parcours » in *L'identité, séminaire dirigé par Claude Lévi-Strauss*, Paris PUF, coll. Quadrige, 2ème éd., pp. 25-49.